



LA RÉSISTANCE C'EST MAINTENANT !

Depuis l'élection de François Hollande, on attend toujours le changement. Le gouvernement PS est décidé à mener une politique dans la continuité de celle de Sarkozy. Il va poursuivre l'austérité que l'Union européenne tente d'imposer avec le « Pacte budgétaire », qui exige des coupes dans les budgets. C'est nous qui en subissons les conséquences avec la baisse des moyens dans l'Éducation et dans les services publics. Le gouvernement cautionne les grands plans de licenciements à PSA ou Air France, des entreprises qui font des milliards de bénéfices et sont abreuvées de subventions publiques (nos impôts). Encore une fois, sous des prétextes économiques, les salariés trinquent au profit des grands patrons du CAC 40 et des actionnaires.

LES EMPLOIS "SANS" AVENIR DU GOUVERNEMENT : UNE NOUVELLE ATTAQUE CONTRE LES JEUNES !

Toutes ces suppressions d'emplois, ce sont autant de perspectives en moins pour nous, quand nous irons chercher un boulot. Mais le gouvernement pense à tout ! Hollande disait que la jeunesse serait sa priorité, alors il propose des « Contrats d'emplois d'avenir » (CEA) pour les demandeurs d'emploi de 16 à 25 ans. Avec ces contrats, l'État prendra en charge 75 % du salaire. De beaux cadeaux pour les employeurs ! Et au bout de deux ou trois ans, quand les cadeaux de l'État s'arrêteront, il n'y aura aucune garantie d'être embauché durablement. D'ailleurs, 18 000 CEA vont être créés dans l'Éducation. Et là, il s'agira uniquement de contrats à durée déterminée.

Sarkozy avait supprimé 80 000 postes, Hollande a promis d'en recréer 60 000... La surprise de l'été, c'est donc qu'au moins un tiers de ces postes ne seront pas de vrais emplois, mais des CEA !

SARKOZY A OUBLIÉ UN MINISTRE !

Il n'y a pas que là que la gauche poursuit l'œuvre de la droite. Pendant l'été, Manuel Valls a tenu la vedette, avec ses politiques racistes et sécuritaires sur l'expulsion des Roms. C'est Claude Guéant et Brice Hortefeux qui doivent être rassurés, leur travail sera bien terminé ! Cinq cents postes de flics seront créés chaque année, au détriment de secteurs comme la Santé. Ces attaques sécuritaires touchent aussi la jeunesse et les quartiers populaires. À Amiens, les flics ont attaqué une famille pendant un enterrement. Face aux habitants qui se révoltaient, Valls a envoyé des centaines de flics. Toute la « gauche » institutionnelle, jusqu'à Jean-Luc Mélenchon, y est allé de ses petites phrases pour stigmatiser ceux qui osent se dresser contre la police. Mélenchon a traité les jeunes de « crétins » et de « larbins du capitalisme ». Les « larbins », ce sont plutôt les politiciens et les flics qui protègent les plus riches et laissent les classes populaires dans la misère ! Face à la détresse et aux injustices de cette société, se révolter est légitime !

REFUSONS DE PAYER LA CRISE !

La crise du capitalisme n'est pas près d'être finie. Les gouvernements qui tentent de la résoudre au lieu d'aller vers un autre système finissent toujours par appliquer les mêmes recettes : précarité, coupes dans les budgets, licenciements et baisse des salaires. Bref, faire payer les jeunes, les salariés et les classes populaires. C'est sans doute bien plus facile que de s'attaquer aux grandes entreprises et aux grosses fortunes.

Notre perspective, ça doit être au contraire de refuser cette « fatalité ». Ce système qui ne nous offre pas d'avenir, alors finissons-en avec lui ! Il n'y a pas trente-six solutions : il faut lutter, se mobiliser, se regrouper. C'est ce que vous proposez de faire le NPA : préparer la résistance à l'austérité !



PAS TOUCHE AU BAC !

Depuis deux ans, la réforme des lycées permet le regroupement de filières différentes dans une seule classe : L et ES, ES et S, STG de plusieurs spécialités, etc. Ces regroupements permettent à peine de pallier aux suppressions de postes, en regroupant les classes dans lesquelles il manque des profs.

LES CONTRE-RÉFORMES CONTINUENT

D'un lycée à l'autre et même d'une classe à l'autre, tout le monde n'étudie pas dans les mêmes conditions, n'a pas droit à autant d'approfondissement des cours.

Malgré tout, le bac reste un diplôme national : on passe les mêmes épreuves qu'on soit à Paris ou à Marseille, dans un lycée « difficile » ou « réputé ». C'est un outil indispensable pour entrer dans l'Enseignement supérieur ou avoir des droits garantis dans le monde du travail.

La mise en place d'enseignements différents menace directement la valeur nationale du bac. Il y a de plus en plus d'options différentes d'un lycée à l'autre. Certains élèves ont droit à des cours de soutien ou d'approfondissement, pendant que d'autres ont juste le minimum de cours. Ces inégalités existent entre les lycéens eux-mêmes, avec un « livret de compétences » attribués à chaque élève. Au lieu du diplôme, censé être le même pour tout le monde, les universités et les employeurs pourront regarder ce livret et sélectionner les bacheliers en fonction des enseignements auxquels ils ont eu droit... Ou pas.

La réforme rend les lycées « autonomes » : l'État ne donne plus de l'argent à chacun de manière équitable, mais en fonction de ses « projets » et de ses résultats. Ceux qui sont moins bien dotés doivent fermer des options, voire des classes et des filières. Certains lycées seront obligés de renforcer les accords avec les entreprises privées. Une entreprise subventionnerait l'établissement. Pourquoi pas, à terme, des diplômes uniquement reconnus par la

boite qui les a financés, un bac qui déboucherait sur un seul métier, dans une seule entreprise ! Et si cette entreprise licencie, on se retrouve avec un diplôme sans valeur !

PEILLON SOUHAITE « RÉNOVER » L'ÉCOLE

La gauche n'a jamais combattu cette réforme. Pas étonnant qu'elle la mette en place et renforce « l'autonomie » des bahuts. Peillon a même dit en juillet que le bac en contrôle continu n'était « pas un tabou ».

Le contrôle continu, ça veut dire qu'au lieu d'épreuves nationales à la fin de la première et de la terminale, on passerait le bac tout au long de l'année. Selon qu'on a un lycée plus ou moins réputé, les notes qu'on obtient à un contrôle n'ont pas la même valeur. Ce serait la fin définitive du bac national. Peillon envisage même un examen à la fin du collège pour envoyer les élèves dans tel ou tel lycée, en fonction de leur niveau. Il y aurait officiellement des lycées d'élite et des lycées-poubelle.

BATTONS-NOUS POUR PRÉSERVER LA VALEUR DE NOS DIPLÔMES !

Par le passé, des attaques contre l'Éducation ont été annulées ou au moins amoindries. Il a fallu pour cela que des dizaines de milliers de lycéens et de lycéennes bloquent leurs bahuts et se retrouvent en manifestation pour montrer leur nombre. Dans ces cas là, les gouvernements ont préféré céder. Autrement, ils auraient couru le risque que d'autres victimes de leurs politiques, comme les salariés, prennent exemple sur la jeunesse et entrent eux aussi en lutte.

Cette année, les travailleuses et les travailleurs qui font face aux licenciements vont eux aussi entamer des bagarres. C'est le moment de nous battre pour que la force des jeunes et des salariés mette un coup d'arrêt aux attaques !



SUPPRESSIONS DE POSTES...

ÇA CONTINUE !

14 000 postes de l'Éducation nationale sont supprimés cette rentrée. Cela fait 85 000 depuis 2007. À travers ces suppressions, c'est notre avenir qui disparaît : les conditions d'études se dégradent, avec des classes surchargées, des regroupements de filières, et il arrive souvent que les lycées, n'arrivant pas à faire assurer les cours, embauchent des profs n'ayant jamais enseigné, peu formés, recrutés par des petites annonces, ou même que ce soient des profs d'autres disciplines qui donnent les cours.

C'est une attaque supplémentaire contre le service public de l'éducation, que Sarkozy s'est acharné à casser pendant cinq ans.

ET HOLLANDE ALORS ?

François Hollande a été élu président de la République le 6 mai. Il a promis d'embaucher seulement 60 000 postes dans l'Éducation nationale. Comment se fait-il alors que les suppressions continuent ?

Les suppressions ont été fixées par l'ancien gouvernement de Sarkozy, donc les élections présidentielle et législatives n'y peuvent rien. Malgré le « changement », il y a bien eu 14 000 postes supprimés. L'embauche est très faible cette année : 6000 emplois créés dans les lycées et seulement 283 postes de profs ! Du point de vue des élèves, cela fait presque 13 800 postes en moins... Une partie des 283 postes créés ne sont pas des « postes de profs », mais des postes d'encadrants (CPE, administration, etc.), c'est-à-dire ne répondant pas au besoin des élèves d'avoir des cours donnés par des profs qualifiés. Peillon est revenu récemment sur ses déclarations en expliquant qu'il n'y aurait peut être pas 6000 créations d'emplois. Le secteur le plus renforcé est celui qui sert à nous réprimer : cinq cents emplois concernent les « équipes mobiles de sécurité », des flics de lycée !

LUTTONS POUR LA CRÉATION DE POSTES JUSQU'À 25 ÉLÈVES PAR CLASSES !

La politique de Hollande ne cherche pas à réparer les dégâts de Sarkozy. Si le gouvernement n'embauche que peu de profs c'est en raison d'un plan d'austérité qui touche les jeunes et les travailleur-se-s. François Hollande se place dans la continuité de l'ancien gouvernement.

Les suppressions de postes sont l'expression concrète de l'austérité: c'est nous qui payons la crise et pas les responsables !

LUTTONS POUR LES DROITS DES FEMMES

La montée de l'extrême-droite en France influence la situation. C'est le retour de l'« ordre moral », de l'idée que la place des femmes est à la maison, à s'occuper du ménage et des enfants pendant que l'homme va au travail.

De plus en plus de discours remettent en cause l'avortement. Et avec les coupes budgétaires dans les services publics, plus de 105 centres d'interruption volontaire de grossesse (IVG) ont fermé dans les années 2000. Les services d'accueil de la petite enfance comme les crèches, ferment ou n'ont pas assez de place. Des femmes renoncent donc à leur emploi pour garder leurs enfants.

Les femmes sont les premières touchées par la crise : elles ont les salaires les plus bas, occupent plus d'emplois précaires (intérim, temps partiels imposés...). Quand un patron veut supprimer des emplois, il commence par virer les femmes, en argumentant qu'elles sont plus souvent absentes que les hommes (elles peuvent tomber enceinte et « doivent » garder les enfants), ou qu'il vaut mieux que dans un foyer que ce soit la femme qui soit au chômage plutôt que le mari... Dans la fonction publique, qui emploie une majorité de femmes, les suppressions de postes continuent partout.

Si nous voulons une réelle égalité entre les femmes et les hommes, nous devons nous battre pour des vrais services publics, le droit à l'avortement et l'interdiction des licenciements ! Autant de mesures qui nécessitent de remettre en cause la logique du capitalisme.



DANS LE MONDE ENTIER : RÉSISTANCE !

En 2011 au Chili, des centaines de milliers de lycéens, d'étudiants et de salariés se sont affrontés à un gouvernement de droite qui refusait de revenir sur la privatisation de l'Éducation imposée par la dictature de Pinochet et consolidée par les gouvernements sociaux-démocrates précédents.

Les lycéens chiliens ont été particulièrement moteurs dans ces mobilisations. Organisés en assemblées générales ils ont décidé d'occuper jusqu'au bout leurs lycées, tandis que certains leaders étudiants, liés à des partis institutionnels, engageaient un repli du mouvement.

Si la gratuité de l'enseignement n'a pas été obtenue, la révolte de la jeunesse chilienne a convergé avec de nombreuses luttes (conditions de travail, peuple Mapuche, écologie...) et a impulsé un large mouvement de refus du libéralisme au Chili.

Au Québec et en Grande-Bretagne les gouvernements libéraux ont décrété une hausse des frais d'inscription à la fac (de 127 % au Québec et de 7000 livres en moyenne en Angleterre !) poussant la jeunesse à se mobiliser pour le maintien d'une éducation accessible à tous et à toutes. À chaque fois, la réponse du pouvoir a été la même : répression policière, arrestations arbitraires, lois spéciales antidémocratiques... Pourtant, la mobilisation et la détermination du « printemps érable » a entraîné un soutien international.

Dans le monde entier, les gouvernements à la solde des intérêts privés s'acharnent à détruire le système public d'éducation. Mais partout, la jeunesse s'organise et se révolte pour construire son avenir !

.....
: **POUR PRENDRE CONTACT,**
: **REJOINDRE LE NPA, ...**
: prénom :
: ville / lycée :
: téléphone :
: mail :
: à renvoyer à NPA-Jeunes 2 rue Richard Lenoir
: 93100 Montreuil
:



LE NOUVEAU PARTI ANTICAPITALISTE : UN OUTIL POUR RÉSISTER À L'AUSTÉRITÉ, UN PROJET POUR CHANGER LE MONDE !

Nous vivons une crise du capitalisme sans précédent, où l'ensemble des travailleurs et de la jeunesse subit de plein fouet les licenciements massifs, la précarité, l'austérité.

Le monde est frappé par la crise écologique et le réchauffement climatique. La spéculation sur les matières premières énergétiques et agricoles entraîne la famine. Au nom des profits, ce système menace l'avenir de la planète.

NOUS N'AVONS RIEN À ATTENDRE DU PARTI SOCIALISTE

Hollande n'annonce pas le changement mais la poursuite de l'austérité, en s'engageant au sommet européen à appliquer le pacte de stabilité budgétaire. Ce traité au service des banques implique la destruction des services publics, selon la logique à l'œuvre dans l'État espagnol et en Grèce. On peut déjà mesurer les conséquences : l'explosion du chômage et de la misère.

En réaffirmant l'impasse du nucléaire Hollande condamne tout projet de transition vers les énergies propres, indispensables pour résoudre la crise climatique.

La politique répressive, sécuritaire et raciste du ministre de l'Intérieur, Manuel Valls, n'a rien à envier à celle de Sarkozy. Avec ses discours sécuritaires et islamophobes, il fait le jeu de l'extrême droite.

S'ORGANISER POUR CHANGER LE MONDE !

Pour lutter contre le gouvernement et le capitalisme, il nous faut un outil, un parti utile à la convergence des luttes sur tous les terrains : lycées, universités, entreprises, quartiers populaires, féminisme, écologie, antiracisme... C'est comme ça qu'on inversera le rapport de forces avec le pouvoir. Un parti démocratique dont le projet permette à la population elle-même de diriger ses mobilisations pour demain être en mesure de diriger la société et l'économie. Un parti révolutionnaire qui se bat pour une société débarrassée de l'exploitation, des oppressions et qui prend en compte l'urgence écologique. Un parti qui est à l'initiative pour refuser les attaques dans tous les domaines et construire les résistances.

C'est le projet du NPA, qu'a défendu Philippe Poutou à l'élection présidentielle.

POUR MENER CE COMBAT AVEC NOUS, N'HÉSITE PAS, REJOINS LE NPA !